



**ASSOCIATION
CENTRE REGIONAL INFORMATION JEUNESSE
REUNION**
28, rue Jean Chatel
97400 SAINT DENIS

**Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023**

**AUDIT EXPERT
CABINET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**
132 Rue Monthyon
97400 Saint Denis
Siret : 450 281 894 000 29

A l'Assemblée Générale de l'association :

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CRIJ relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons mis en place nos diligences afin de vérifier l'enregistrement des subventions d'exploitation octroyées en 2023.

Nous avons vérifié l'intégralité des conventions de subventions notifiées, leur paiement et leur enregistrement comptable.

Nous avons vérifié si des provisions devaient être passées à la clôture.

Il existe des fonds dédiés à la clôture de cet exercice 2023 qui ont été dûment contrôlés.

Nous avons également vérifié les produits constatés d'avance au 31/12/2023.

Nous avons effectué davantage de diligences sur le cycle achats en vérifiant les justificatifs des dépenses effectuées et les paiements réalisés.

Nous avons veillé au respect de la séparation des exercices.

Nous avons également fait des diligences approfondies sur le cycle personnel en vérifiant les contrats de travail, les bulletins de paies et les cotisations sur l'exercice 2023.

Nous avons vérifié les remboursements de frais.

Nous avons notamment vérifié les contrats de prévoyance et mutuelle en place.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ☐ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ☐ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ☐ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ☐ Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ☐ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Saint-Denis, le 24/06/2024



CABINET AUDITEXPERT
Compagnie Régionale de St Denis de la Réunion
Isabelle CARMi
Commissaire aux comptes

CRIJ REUNION

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le | | | | Exercice précédent | |
|--|-------------------------|---------------|----------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | 31/12/2023 (12 mois) | | | | 31/12/2022 (12 mois) | |
| | Brut | Amort. & Prov | Net | % | Net | % |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| . Frais d'établissement | | | | | | |
| . Frais de recherche et développement | | | | | | |
| . Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| . Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 1 801 | 944 | 857 | 0,21 | 1 457 | 0,23 |
| . Fonds commercial | | | | | | |
| . Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| . Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | |
| . Avances et acomptes | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | | |
| . Terrains | | | | | | |
| . Constructions | | | | | | |
| . Installations techniques, matériel & outillage industriels | 5 513 | 5 513 | | | 944 | 0,15 |
| . Autres immobilisations corporelles | 98 081 | 85 354 | 12 727 | 3,15 | 17 680 | 2,74 |
| . Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| . Avances & acomptes | | | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | | |
| Immobilisations financières | | | | | | |
| . Participations et Créances rattachées | 6 000 | 6 000 | | | 6 000 | 0,93 |
| . Autres titres immobilisés | | | | | | |
| . Prêts | | | | | | |
| . Autres | | | | | | |
| TOTAL (I) | 111 395 | 97 811 | 13 584 | 3,37 | 26 082 | 4,04 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | | |
| Créances | | | | | | |
| . Créances clients, usagers et comptes rattachés | 30 044 | | 30 044 | 7,44 | 28 250 | 4,37 |
| . Créances reçues par legs ou donations | | | | | | |
| . Autres | 177 579 | | 177 579 | 44,00 | 380 430 | 58,91 |
| Valeurs mobilières de placement | 15 | | 15 | 0,00 | 15 | 0,00 |
| Instruments de trésorerie | | | | | | |
| Disponibilités | 175 612 | | 175 612 | 43,51 | 205 840 | 31,88 |
| Charges constatées d'avance | 6 797 | | 6 797 | 1,68 | 5 133 | 0,79 |
| TOTAL (II) | 390 048 | | 390 048 | 96,63 | 619 668 | 95,96 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | | |
| Ecart de conversion Actif (V) | | | | | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 501 443 | 97 811 | 403 632 | 100,00 | 645 750 | 100,00 |

CRIJ REUNION

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois) | |
|---|---|---------------|---|---------------|
| FONDS PROPRES | | | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | |
| . Fonds propres statutaires | 50 641 | 12,55 | 50 641 | 7,84 |
| . Fonds propres complémentaires | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | |
| . Fonds statutaires | | | | |
| . Fonds propres complémentaires | | | | |
| Ecarts de réévaluation | | | | |
| Réserves | | | | |
| . Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| . Réserves pour projet de l'entité | | | | |
| . Autres | | | | |
| Report à nouveau | -216 521 | -53,63 | -186 477 | -28,87 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 99 231 | 24,58 | -30 044 | -4,64 |
| Situation nette (sous total) | -66 649 | -16,50 | -165 880 | -25,68 |
| Fonds propres consommables | | | | |
| Subventions d'investissement | 3 437 | 0,85 | 10 717 | 1,66 |
| Provisions réglementées | | | | |
| TOTAL (I) | -63 212 | -15,65 | -155 163 | -24,02 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | | | |
| Fonds dédiés | 134 134 | 33,23 | 150 464 | 23,30 |
| TOTAL (II) | 134 134 | 33,23 | 150 464 | 23,30 |
| PROVISIONS | | | | |
| Provisions pour risques | 80 250 | 19,88 | 114 203 | 17,69 |
| Provisions pour charges | | | | |
| TOTAL (III) | 80 250 | 19,88 | 114 203 | 17,69 |
| DETTES | | | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 58 101 | 14,39 | 50 934 | 7,89 |
| Dettes des legs ou donations | | | | |
| Dettes fiscales et sociales | 159 802 | 39,59 | 194 695 | 30,15 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | 2 332 | 0,58 | 2 192 | 0,34 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Produits constatés d'avance | 32 225 | 7,98 | 288 426 | 44,67 |
| TOTAL (IV) | 252 460 | 62,55 | 536 247 | 83,04 |
| Ecarts de conversion passif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 403 632 | 100,00 | 645 750 | 100,00 |
| ENGAGEMENTS REÇUS | | | | |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| - acceptés par les organes statutairement compétents | | | | |
| - autorisés par l'organisme de tutelle | | | | |
| Dons en nature restant à vendre | | | | |
| ENGAGEMENTS DONNÉS | | | | |

CRIJ REUNION

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

| COMPTE DE RÉSULTAT | Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois) | Variation absolue (12 mois) | % | | |
|---|---|---|-----------------------------------|---|-----------------|----------------|
| | Total | % | Total | % | Variation | % |
| PRODUITS D'EXPLOITATION: | | | | | | |
| Cotisations | 4 175 | | 4 800 | | -625 | -13,01 |
| Ventes de biens et services | | | | | | |
| - Ventes de biens | | | | | | |
| - dont ventes de dons en nature | | | | | | |
| - Ventes de prestations de services | 50 940 | | 79 303 | | -28 363 | -35,76 |
| - dont parrainages | 1 957 | | 810 | | 1 147 | 141,60 |
| Produits de tiers financeurs | | | | | | |
| - Concours publics et subventions d'exploitation | 598 787 | | 824 672 | | -225 885 | -27,38 |
| - Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible | | | | | | |
| - Ressources liées à la générosité du public | | | | | | |
| - Dons manuels | 58 | | 2 983 | | -2 925 | -98,05 |
| - Mécénats | | | 10 000 | | -10 000 | -100,00 |
| - Legs, donations et assurances-vie | | | | | | |
| - Contributions financières | | | | | | |
| Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges | 93 953 | | 15 000 | | 78 953 | 526,35 |
| Utilisations des fonds dédiés | 150 464 | | 5 454 | | 145 010 | N/S |
| Autres produits | 139 | | 42 | | 97 | 230,95 |
| Total des produits d'exploitation (I) | 898 515 | | 942 253 | | -43 738 | -4,63 |
| CHARGES D'EXPLOITATION: | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | | | | |
| Variations stocks | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | 172 564 | | 219 011 | | -46 447 | -21,20 |
| Aides financières | | | | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 10 116 | | 5 461 | | 4 655 | 85,24 |
| Salaires et traitements | 341 676 | | 413 466 | | -71 790 | -17,35 |
| Charges sociales | 65 759 | | 79 466 | | -13 707 | -17,24 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 10 243 | | 11 447 | | -1 204 | -10,51 |
| Dotations aux provisions | 60 000 | | 93 953 | | -33 953 | -36,13 |
| Reports en fonds dédiés | 134 134 | | 150 464 | | -16 330 | -10,84 |
| Autres charges | 1 516 | | 150 | | 1 366 | 910,67 |
| Total des charges d'exploitation (II) | 796 007 | | 973 417 | | -177 410 | |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 102 508 | | -31 165 | | 133 673 | 428,92 |
| PRODUITS FINANCIERS: | | | | | | |
| De participations | | | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances d'actif | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 026 | | 995 | | 31 | 3,12 |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | | | |
| Total des produits financiers (III) | 1 026 | | 995 | | 31 | 3,12 |
| CHARGES FINANCIERES: | | | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions | 6 000 | | | | 6 000 | N/S |
| Intérêts et charges assimilées | | | | | | |
| Différences négatives de change | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements | | | | | | |
| Total des charges financières (IV) | 6 000 | | | | 6 000 | N/S |
| RESULTAT FINANCIER (III - IV) | -4 974 | | 995 | | -5 969 | -599,89 |

CRIJ REUNION

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

| COMPTE DE RÉSULTAT (suite) | Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois) | Variation absolue (12 mois) | % |
|---|---|---|-----------------------------------|--------|
| RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) | 97 534 | -30 169 | 127 703 | 423,29 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS: | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | |
| Sur opérations en capital | 1 697 | 125 | 1 572 | N/S |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| Total des produits exceptionnels (V) | 1 697 | 125 | 1 572 | N/S |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES: | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions | | | | |
| Total des charges exceptionnelles (VI) | | | | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 1 697 | 125 | 1 572 | N/S |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | | | |
| Total des produits (I + III + V) | 901 238 | 943 373 | -42 135 | -4,46 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 802 007 | 973 417 | -171 410 | -17,60 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 99 231 | -30 044 | 129 275 | 430,29 |
| EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| PRODUITS : | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Bénévolat | 11 197 | 12 264 | | |
| TOTAL | 11 197 | 12 264 | | |
| CHARGES : | | | | |
| Secours en nature | | | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | | | |
| Prestations | | | | |
| Personnel bénévole | 11 197 | 12 264 | | |
| TOTAL | 11 197 | 12 264 | | |

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS 2023

PREAMBULE

Objet social du CRIJ REUNION

Le CRIJ est une association loi 1901, créée en 1990 à La Réunion et situé au 28 rue Jean Chatel à Saint-Denis. Labellisé depuis le 20 mai 2020, le CRIJ est à la tête d'un réseau information jeunesse sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale.

L'Association a pour objet de :

- Mettre à la disposition des jeunes, par tous les moyens appropriés, les informations et services de tous les domaines de la vie qui visent à leur information, autonomie, orientation et leur insertion socioprofessionnelle, notamment ceux fournis par le Réseau Information Jeunesse National et le Centre d'Information et de Documentation Jeunesse ;
- Fournir les informations dans le respect de la charte nationale de l'Information Jeunesse et de la charte européenne de l'Information Jeunesse et la législation en vigueur statuant sur les rôles et les missions d'un Centre Régional Information Jeunesse ;
- Animer et gérer le Centre Régional Information Jeunesse de La Réunion, en coopération avec les services de l'État, les collectivités territoriales, les partenaires associatifs et les jeunes ;
- Développer, animer et promouvoir le Réseau Information Jeunesse de La Réunion en coopération avec les collectivités locales, les partenaires associatifs et les jeunes ;
- Élaborer une documentation notamment à caractère régional à destination des membres du réseau Information Jeunesse et des partenaires ;
- Favoriser l'expression, l'initiative et l'autonomie sociale, la citoyenneté et la mobilité des jeunes dans une perspective d'Éducation Populaire et en lien avec les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire ;
- Assurer la promotion et la vulgarisation des technologies de l'information et de la communication. Ces technologies seront transversales aux missions d'accueil, de documentation et d'animation du Réseau d'Information Jeunesse Réunion.

Missions principales du CRIJ REUNION

Les activités du CRIJ sont définies par :

- La Charte européenne de l'information jeunesse du 27 avril 2018
- La Charte nationale de l'information jeunesse du 20 mars 2001
- La loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté
- L'Instruction du 24 avril 2017 précisant les modalités de labellisation du réseau Information Jeunesse
- Le décret n°2017-1648 du 30 novembre 2017 portant modification du décret n°2017-574 relatif à la labellisation des structures « Information Jeunesse »

La nature des actions et mission au quotidien sont les suivantes :

- Accueil du public
- Accompagnement à la mobilité Internationale
- Centralisation des dispositifs d'information Jeunesse
- Autonomisation au numérique
- Ateliers thématiques
- Formation
- Community management (réseaux sociaux)
- Stands d'information dans les lieux de vie
- Développement et animation d'un réseau information Jeunesse
- Information dans les quartiers
- Développement d'un portail numérique centralisant les acteurs et dispositifs

Les activités sont réalisées sur tout le territoire de La Réunion mais également en Europe via des partenariats dans le cadre des dispositifs européens que porte le CRIJ Réunion : Corps Européen de Solidarité, Eurodesk, OFAJ, Europe Direct.

Moyens mis en œuvre par le CRIJ REUNION

23 membres composent le conseil d'administration et sont représentatifs des forces vives du territoire.

Le budget annuel total s'élève en moyenne à 800 000 euros par an et la structure fonctionne un peu plus de 20 financeurs (fonctionnement ou projet) :

- Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)
- Délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES)
- Fonds de coopération de la Jeunesse et de l'Éducation populaire (FONJEP)
- Mairie de Saint-Denis
- Plan Investissement d'Avenir (PIA)
- Agence Erasmus + France Jeunesse et Sports
- Fonds de Développement Associatif (FDVA)
- Fonds Social européen
- Ministère des outre-mer
- Préfecture de La Réunion
- Agence Française de Développement
- Agence Nationale du Service civique
- Conseil Régional
- Grande École du Numérique
- Office Franco-Allemand pour la Jeunesse
- Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires
- Fondation EDF

Au niveau des effectifs, 13 personnes sont au service de l'information et de l'accompagnement de la jeunesse. Cet effectif est réparti au sein de 3 pôles d'activités :

- Direction : composés d'un directeur et de 2 adjoints, ils sont chargés de la mise en œuvre stratégique et opérationnelle des actions décidées par le Conseil d'administration
- Le pôle Information et Accompagnement : concentre les activités d'accompagnement du public et formation
- Le pôle digitalisation, valorisation et études : en charge de l'édition et de la valorisation sur les plateformes web et réseaux sociaux.

Enfin, pour mener ses actions au quotidien, le CRIJ Réunion s'appuie sur un réseau de 37 partenaires issus du milieu associatif, des collectivités locales et institutions publiques nationales et européennes.

Exercice clos en 2023

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 403 632 EUR.

Le résultat net comptable est un excédent de 99 231 EUR.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 19/06/2024 par votre conseil d'administration.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et/ou d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

| Nature des biens immobilisés | Mode d'amortissement | Durée |
|--------------------------------------|----------------------|--------------|
| Logiciels | Linéaire | de 1 à 3 ans |
| Matériels de bureau et informatiques | Linéaire | de 3 à 5 ans |
| Install agenc amenagemt divers | Linéaire | de 3 à 8 ans |
| Matériels de bureau et informatiques | Linéaire | de 3 à 5 ans |
| Mobilier | Linéaire | de 5 à 7 ans |

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes ni dans l'annexe.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

| Actif immobilisé | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|-------------------------------|----------------|--------------|--------------|----------------|
| Immobilisations incorporelles | 1 801 | | | 1 801 |
| Immobilisations corporelles | 104 159 | 3 746 | 4 310 | 103 594 |
| Immobilisations financières | 6 000 | | | 6 000 |
| TOTAL | 111 960 | 3 746 | 4 310 | 111 395 |

Les immobilisations financières correspondent à une prise de participation dans la SCIC SARL KOLECTIF. Votre association a ainsi souscrit 6 000 parts sociales de cette société en 08/2021 représentant 42,6% de son capital social. Cet actif a fait l'objet d'une dépréciation à 100% en 2023, car il y a peu de chance que le CRIJ récupère la somme investie, bien que l'association ait demandé à sortir du capital de cette SARL.

Amortissements

| Immobilisations amortissables | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|--|---------------|---------------|--------------|---------------|
| Frais d'établissement, de recherche et de développement | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 344 | 600 | | 944 |
| TOTAL I | 344 | 600 | | 944 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| sur sol propre | | | | |
| sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements | | | | |
| Installations techniques, matériel, outillages industriels | 5 168 | 944 | 600 | 5 513 |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Installations générales, agencements divers | 23 665 | 2 220 | | 25 885 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau et informatique | 50 038 | 6 479 | 3 328 | 53 188 |
| Emballage récupérables et divers | 6 664 | | 382 | 6 281 |
| TOTAL II | 85 535 | 9 643 | 4 310 | 90 867 |
| TOTAL GENERAL (I+II) | 85 879 | 10 243 | 4 310 | 91 811 |

Etat des produits à recevoir

| Produits à recevoir | Montant |
|---|----------------|
| Participations ou immobilisations financières | |
| Produits d'exploitation | |
| Subventions/financements | 132 379 |
| Autres produits à recevoir | 110 |
| TOTAL | 132 489 |

Etat des créances et charges constatées d'avance

| Créances | Montant brut | Echéances jusqu'à 1 an | Echéances à plus d'un an |
|--|----------------|------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé: | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres créances | | | |
| Créances de l'actif circulant: | | | |
| Créances usagers | 30 044 | 30 044 | |
| Autres créances | 177 579 | 177 579 | |
| Charges constatées d'avance | 6 797 | 6 797 | |
| TOTAL | 214 420 | 214 420 | |

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

| Variation des fonds propres | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou Consommation | A la clôture |
|--|-----------------|-------------------------|--------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 50 641 | | | | 50 641 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Report à nouveau | -186 477 | -30 044 | | | -216 521 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -30 044 | 30 044 | | 99 231 | 99 231 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Situation nette | -165 880 | | | 99 231 | -66 649 |
| Situation nette dont générosité du public | | | | | |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Subventions d'investissement | 10 717 | | | 7 280 | 3 437 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| TOTAL | -155 163 | | | 106 510 | -63 212 |
| TOTAL dont générosité du public | | | | | |

Subventions d'investissement

| Organisme | Motif de la subvention | A l'ouverture | Nouvelle subvention de l'exercice | Annulation de l'exercice | A la clôture |
|------------------|--|---------------|-----------------------------------|--------------------------|--------------|
| Conseil régional | Programme JADE : Achat de matériel pédagogique et informatique | 10 000 | | 5 583 | 4 417 |
| CAF | Signalétique des locaux du CRIJ | 842 | | | 842 |
| TOTAL | | 10 842 | 0 | 5 583 | 5 259 |

Reprise des Subventions d'investissement au compte de résultat

| Organisme | Motif de la subvention | A l'ouverture | Quote-part virée au résultat de l'exercice | Annulation de l'exercice | A la clôture |
|------------------|--|---------------|--|--------------------------|--------------|
| Conseil régional | Programme JADE : Achat de matériel pédagogique et informatique | 0 | 1 529 | | 1 529 |
| CAF | Signalétique des locaux du CRIJ | 125 | 168 | | 293 |
| TOTAL | | 125 | 1 697 | 0 | 1 822 |

Fonds dédiés

| Nature du projet | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts | A la clôture de l'exercice | |
|---|-----------------------------|---------------|----------------|---------------------|------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | Dont remboursements | | Montant global | dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| CDC : De la rue à l'accès aux droits des jeunes - Phase 2 Département : Favoriser l'accès aux droits et l'insertion socio-prof. des publics en milieu carcéral, milieu ouvert, à la rue ou en situation de précarité | 15 760 | 21 178 | | | | 36 938 | |
| Unis-cité Réunion : Pôle coordination du service civique 2022 | 7 045 | | 7 045 | | | 0 | |
| DGCS/DEETS/DIRPJJ/CAF/Région : JADE (Jeunes Ambassadeurs des Droits de l'Enfant) | 27 425 | | 27 425 | | | 0 | |
| INFO JEUNES France : Mentorat | 44 103 | | 44 103 | | | 0 | |
| ASC/Agence Erasmus/France JS : Programme corps européen de solidarité 2022 | 37 234 | 59 962 | | | | 97 196 | |
| SHLMR : Informations et services aux jeunes | 8 828 | | 8 828 | | | 0 | |
| Association des Apprentis d'Auteuil Océan Indien : Éducation au choix et à l'orientation dans la filière maritime & Valorisation vidéo des métiers de la filière maritime | 10 069 | | 10 069 | | | 0 | |
| Total | 150 464 | 81 140 | 97 470 | 0 | 0 | 134 134 | 0 |

Provisions pour risques et charges

| Nature des provisions | A l'ouverture | Augmentations Dotations de l'exercice | Diminution Reprises de l'exercice | A la clôture |
|---|----------------|---|---|---------------|
| Provisions pour investissement | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| TOTAL (I) | | | | |
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions pour garanties aux clients | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pensions obligatoires similaires | | | | |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretiens et grandes révisions | | | | |
| Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 114 203 | 60 000 | 93 953 | 80 250 |
| TOTAL (II) | 114 203 | 60 000 | 93 953 | 80 250 |
| TOTAL GENERAL (I+II) | 114 203 | 60 000 | 93 953 | 80 250 |
| Dont dotations et reprises | | | | |
| - d'exploitation | | 60 000 | 93 953 | |
| - financières | | | | |
| - exceptionnelles | | | | |

Les autres provisions pour risques et charges concernent des subventions pour lesquelles une quote-part devrait logiquement être annulée, étant donné que les actions prévues n'ont pu être réalisées dans leur intégralité sur les périodes définies.

Etat des dettes et produits constatés d'avance

| Etat des dettes | Montant total | De 0 à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5ans |
|-----------------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|
| Etablissements de crédit | | | | |
| Dettes financières diverses | | | | |
| Fournisseurs | 58 101 | 58 101 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 159 802 | 159 802 | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| Autres dettes | 2 332 | 2 332 | | |
| Produits constatés d'avance | 32 225 | 32 225 | | |
| TOTAL | 252 460 | 252 460 | | |

Charges à payer par poste de bilan

| Charges à payer | Montant |
|---|---------------|
| Emprunts et dettes établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières diverses | |
| Fournisseurs | 33 229 |
| Dettes fiscales et sociales | 11 729 |
| Autres dettes | |
| TOTAL | 44 958 |

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions

Le tableau ci-dessous reprend la liste des subventions d'exploitation octroyées sur l'exercice.

| Organisme | Motif | Montant notifié sur 2023 | Montant perçu sur 2023 | Montant restant à percevoir |
|--------------------|---|--------------------------|------------------------|-----------------------------|
| UNION EUROPEENNE | EUROPE DIRECT | 38 000 | 26 600 | 11 400 |
| INFO JEUNES France | ACCOMPAGNEMENT IJ | 55 000 | 55 000 | 0 |
| PREFET/FEBECS | Rencontre des JADE de France du 16 au 22 janvier 2023 à Paris | 5 599 | 5 599 | 0 |
| DRAJES | Informier pour agir sur l'accès aux droits et à l'autonomisation des jeunes | 110 000 | 110 000 | 0 |
| CAF | Promeneurs du net | 30 000 | 19 688 | 10 313 |
| CAF | Informier et accompagner la jeunesse dans son information et son insertion socio-pro en proximité | 65 000 | 45 500 | 19 500 |
| REGION | Outil portail jeunes 2023 | 120 000 | 96 000 | 24 000 |
| TOTAL | | 423 599 | 358 386 | 65 213 |

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

| | Net |
|--|--------------|
| Produits exceptionnels | 1 697 |
| Sur opérations de gestion | 1 697 |
| Produits de cession des éléments d'actif | |
| Produits sur exercices antérieurs | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | |
| Charges exceptionnelles | |
| Sur opérations de gestion | |
| Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés | |
| Dotations aux provisions | |
| Charges sur exercices antérieurs | |
| Résultat exceptionnel | 1 697 |

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes ni dans l'annexe.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif au 31/12/2023

| | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'association |
|--------------|-------------------|--|
| Cadres | 2 | |
| Non cadres | 5 | |
| TOTAL | 7 | |

Nature et évaluation des contributions volontaires

Les contributions volontaires correspondent au bénévolat réalisé par certains membres du CRIJ REUNION au titre des :

- Échanges et réflexions sur la stratégie du CRIJ,
- Réunions avec les partenaires afin de promouvoir le CRIJ,
- Relais des informations dans leurs canaux,
- Interventions en stands d'information,
- Productions de différents documents et livrables au sein des instances d'autres associations.

Ne sont pas comptabilisés les temps de réunion en lien avec les instances du CRIJ (CA et AG).

L'évaluation est faite sur la base d'un taux horaire de 14,83 EUR.

Cette contribution est estimée à 11 197 EUR pour 2023.

Honoraires de la commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires de la commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 7 758 EUR.